

VERTALING

N. 2002 — 653

[C — 2002/27187]

8 FEBRUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering houdende aanpassing voor het jaar 2002 van de bedragen inzake kijk- en luistergeld voor autoradiotoestellen en televisietoestellen, vastgesteld bij de wet van 13 juli 1987

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, inzonderheid op de artikelen 2, 3, 4, 6, 7, 8, 11 en 14;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, laatst gewijzigd bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de Gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten, inzonderheid op de artikelen 3, 4 en 5;

Gelet op de schommelingen van het indexcijfer van het Rijk tussen de maanden juni 2000 en juni 2001;

Gelet op de noodzakelijkheid om de verschuldigde bedragen voor het jaar 2002 vast te stellen zodat de betrokken diensten de invordering ervan tijdig kunnen voorbereiden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 januari 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 februari 2002;

Op de voordacht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In toepassing van de artikelen 2, 3, 6 en 7 van de wet van 13 juli 1987 wordt het bedrag van het kijk- en luistergeld dat in 2002 geïnd zal worden, vastgesteld op :

1° 29,40 euro voor een autoradiotoestel;

2° 140,16 euro voor een zwart-wit televisietoestel;

3° 200,88 euro voor een kleurentelevisietoestel.

Art. 2. De houders van bedoelde toestellen die van de mogelijkheid gebruik maken voorzien bij artikel 14 van de wet van 13 juli 1987 om het jaarlijkse kijkgeld bedoeld in artikel 1 van dit besluit in twee gelijke delen te betalen, betalen de hierna vermelde bedragen :

1° 70,88 euro voor een zwart-wit televisietoestel;

2° 100,44 euro voor een kleurentelevisietoestel.

Art. 3. Indien de houder van een zwart-wit televisietoestel zich een kleurentelevisietoestel aanschafft, wordt hij ertoe verplicht om evenveel keer 5,06 euro te betalen als er nog maanden lopen tot het einde van de periode waartoe hij behoort gezien de beginletter van zijn naam of benaming.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Namen, 8 februari 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN



F. 2002 — 654

[C — 2002/27188]

8 FEVRIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001;

Vu l'arrêté royal du 28 avril 1998 portant organisation du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances;

Vu le Règlement (CE) n° 2064/97 de la Commission du 15 octobre 1997 relatif au contrôle financier effectué par les Etats membres sur les opérations cofinancées par les Fonds structurels, notamment l'article 8;

Vu le Règlement (CE) n° 438/2001 de la Commission du 2 mars 2001 fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 1260/1999 du Conseil en ce qui concerne les systèmes de gestion et de contrôle du concours octroyé au titre des Fonds structurels, notamment les articles 10 à 17;

Vu le Règlement (CE) n° 1663/95 de la Commission du 7 juillet 1995 établissant les modalités d'application du Règlement (CÉE) n° 729/70 (remplacé par Règlement (CE) n° 1258/1999) en ce qui concerne la procédure d'apurement des comptes du FEOGA, section « Garantie », notamment l'article 3;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 26 mars 1998 relative au contrôle financier des opérations cofinancées par les Fonds structurels, et le contrat d'administration conclu le 7 septembre 1998 entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française d'une part, et le Corps interfédéral de l'Inspection des Finances d'autre part, pour l'exécution d'une mission d'audit des systèmes de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 14 septembre 2000 relative au FEOGA, section « Garantie », agrément d'un organisme payeur et désignation d'un organisme de certification des comptes annuels, et le contrat d'administration du 7 décembre 2000 entre le Gouvernement wallon et le Corps de l'Inspection des Finances pour l'exécution d'une mission de certification des comptes des dépenses du FEOGA, section « Garantie », pour les actions de développement rural;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 23 janvier 2002;

Vu le protocole n° 344 du Comité de Secteur XVI, établi le 1^{er} février 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le Gouvernement wallon, pour respecter ses engagements vis-à-vis du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances, pour le contrôle financier des opérations cofinancées par les Fonds structurels et pour la certification des comptes de l'organisme payeur des concours du FEOGA, section « Garantie », doit mettre à la disposition de l'Inspection des Finances certains membres de son personnel;

Considérant qu'il importe de donner une base réglementaire à cette mise à disposition de personnel, et qu'il importe que le personnel actuellement en place soit confirmé et stabilisé en vue de permettre la réalisation, dans les délais prescrits, des travaux d'audit indispensables à l'émission des déclarations visées aux articles 8 du Règlement (CE) n° 2064/97, et 3 du Règlement (CE) n° 1663/95; que ces déclarations doivent intervenir impérativement entre le 30 juin 2002 et le 31 mars 2003 en ce qui concerne la période 1994-1999 des Fonds structurels, et le 10 février de chaque année en ce qui concerne le FEOGA Garantie;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé auprès du Gouvernement une cellule dénommée ci-après « Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens » dont la gestion administrative est assurée par le Ministre-Président, et dont la direction fonctionnelle est assurée par l'Inspecteur des Finances désigné conformément aux dispositions de l'article 6 du contrat d'administration du 7 septembre 1998.

Cette cellule est constituée pour la durée de la mission visée à l'article 2. Elle cesse d'exister à la fin de cette mission.

Art. 2. La Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens a pour missions :

- l'exécution de la mission d'audit des systèmes de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens, telle que définie par le contrat d'administration du 7 septembre 1998, tel qu'amendé;
- l'exécution de la mission de certification des comptes des dépenses du FEOGA, section « Garantie », pour les actions de développement rural, telle que définie par le contrat d'administration du 7 décembre 2000, tel qu'amendé;
- les autres missions, convenues de commun accord entre le Gouvernement et le Chef de Corps du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances.

Art. 3. § 1^{er}. Le personnel de la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens comprend :

- a) deux Inspecteurs des Finances, dont un à temps plein et l'autre à temps partiel;
- b) quatre agents de niveau 1 et un agent de niveau 2+, désignés par le Gouvernement, sur proposition du Ministre-Président, en concertation avec l'Inspecteur des Finances visé à l'article 1^{er};
- c) un agent de niveau 1 désigné par la Communauté française en concertation avec l'Inspecteur des Finances visé à l'article 1^{er}.

§ 2. Les traitements des Inspecteurs des Finances visés au § 1^{er} restent à la charge du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances.

Les traitements des agents désignés par le Gouvernement wallon sont à charge du budget de la Région wallonne.

Les traitements de l'agent désigné par le Gouvernement de la Communauté française sont à charge du budget de la Communauté française.

Art. 4. L'Inspecteur des Finances responsable de la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens est désigné, parmi les membres du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances, par le Ministre-Président et le Ministre du Budget, sur proposition du Chef de Corps de l'Inspection des Finances, pour la durée de la mission visée à l'article 2.

Art. 5. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 7, il est alloué aux agents de la cellule visée à l'article 1^{er} qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après applicables au personnel des Ministères :

A 6 : pour le personnel de niveau 1;

B 3 : pour le personnel de niveau 2+.

§ 2. L'agent de niveau 2+, visé au § 1^{er} du présent article bénéficie d'un supplément d'allocation équivalent au supplément d'allocation prévu pour le personnel d'exécution par l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

Art. 6. § 1^{er}. Si le personnel visé à l'article 3, § 1^{er}, literas *b* et *c*, a déjà la qualité d'agent des services du Gouvernement, il est détaché de son service pour la durée de sa désignation.

§ 2. La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci. Les agents contractuels des services du Gouvernement conservent, au même titre que les agents statutaires, leur rémunération augmentée de l'allocation visée à l'article 7.

Art. 7. Il est accordé aux agents détachés à la Cellule Audit visée à l'article 1^{er} du présent arrêté une allocation fixée comme suit :

§ 1^{er}. Les agents de niveau 1 bénéficient d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour les attachés par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

§ 2. L'agent de niveau 2+ bénéficie d'une allocation annuelle équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour les agents d'exécution par l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001.

§ 3. La situation pécuniaire des agents de la Cellule Audit visée à l'article 1^{er} qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartient toutefois à un Ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1°. lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle prévue à l'article 7, lorsque l'employeur réclame le traitement, la Région wallonne rembourse au service d'origine la rétribution de l'agent de la Cellule Audit, l'allocation de pécule de vacances, la prime de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions applicables aux agents de la Cellule Audit visée à l'article 1^{er} dans leur organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2°. lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient une allocation annuelle tenant lieu de traitement, majorée de l'allocation annuelle prévue, à l'article 7 qui ne peut toutefois dépasser, ni être inférieure à la rétribution, au sens large, majorée de l'allocation que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

Art. 8. Les agents de la Cellule Audit visée à l'article 1^{er} du présent arrêté ne peuvent bénéficier d'aucun autre complément de rémunération que les allocations visées aux articles 5, § 2, et 7 du présent arrêté.

Art. 9. Sans préjudice de l'article 8, les agents visés à l'article 3, § 1^{er}, literas *b* et *c* bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année et de toute autre allocation aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

Art. 10. § 1^{er}. Les dispositions prévues pour les membres du personnel des Ministères wallons et organismes d'intérêt publics, soumis aux statuts des fonctionnaires de la Région, en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun, sont applicables mutatis mutandis aux agents de la Cellule Audit.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux agents visés à l'article 3, § 1^{er}, literas *b* et *c* du présent arrêté, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 21, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mai 2000 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2001; le montant de l'indemnité est équivalent :

- a) à l'indemnité d'attaché pour les agents de niveau 1 visés à l'article 3, § 1^{er}, literas *b* et *c*;
- b) à l'indemnité de personnel d'exécution pour l'agent de niveau 2+ visé à l'article 3, § 1^{er}, litera *b*.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité n'est accordée que lorsque la fonction à laquelle elle est attachée est, au cours d'un même mois, exercée pendant une durée de plus de cinq jours.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas, au cours d'un même mois, cinq jours.

Lorsque l'indemnité n'est pas due pour un mois entier, elle est liquidée prorata temporis à raison de 1/30^e du montant mensuel par jour.

Art. 11. Les allocations visées aux articles 5 et 7 sont payées mensuellement à terme échu. L'allocation mensuelle est égale à 1/12^e du montant annuel. Lorsque l'allocation mensuelle n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du personnel des Ministères.

Art. 12. § 1^{er}. Le Ministre-Président peut accorder, suivant les conditions reprises ci-après, une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans la cellule visée à l'article 1^{er} du présent arrêté et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2. Cette allocation forfaitaire comprend :

- un mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- maximum cinq mois d'allocation tenant lieu de traitement pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve, après avoir fait valoir ses droits, dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre-Président peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans la cellule visée à l'article 1^{er} du présent arrêté et qui soit, sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans un service relevant d'un pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit, bénéficient d'allocations de chômage, d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

L'allocation de départ est alors fixée conformément au § 2 et est diminuée, après pondération, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante en rétribution de fonctions incomplètes ou à titre de pension selon que le montant de l'allocation forfaitaire de départ se rapporte à l'exercice d'une prestation à temps plein ou à temps partiel et de toute manière des revenus procurés par une allocation de chômage, d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

§ 5. Le supplément d'allocation visé au § 2 de l'article 5 et les allocations et indemnités prévues aux articles 7, 9 et 10 ainsi que les ressources qui, suivant les dispositions au Code des impôts sur les revenus 1992 n'interviennent pas pour la détermination du nombre de personnes à charge, ne sont pas pris en considération pour la détermination de l'allocation forfaitaire de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré.

Art. 13. Délégation est accordée à l'Inspecteur des Finances responsable de la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens, pour approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01. du programme 07 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 3, § 1^{er}, literas *b* et *c* du présent arrêté.

Art. 14. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de celles-ci, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur l'allocation de base 12.06.07 du titre 1 du programme 07 de la division organique 10 et sur l'allocation de base 74.07.07 du titre 2 du programme 07 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne :

Secrétaire du Gouvernement :	31.000 euros;
Inspecteur des Finances responsable de la cellule :	5.000 euros.

Art. 15. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets (SEPAC) est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel à la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 3, § 1^{er} literas *b* et *c*.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du SEPAC, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 07 de la division organique 10 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 3, § 1^{er}, literas *b* et *c*.

Art. 16. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 17. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 18. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2002.

Namur, le 8 février 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 654

[C — 2002/27188]

8. FEBRUAR 2002 — Erlass der Wallonischen Region über die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. April 1998 zur Organisation des Interföderalen Kollegiums der Finanzinspektion;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2064/97 der Kommission vom 15. Oktober 1997 hinsichtlich der Finanzkontrolle durch die Mitgliedstaaten bei von den Strukturfonds kofinanzierten Maßnahmen, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 438/2001 der Kommission vom 2. März 2001 mit durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 des Rates in bezug auf die Verwaltungs- und Kontrollsysteme bei Strukturfondsinterventionen, insbesondere der Artikel 10 bis 17;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1663/95 der Kommission vom 7. Juli 1995 mit durchführungsbestimmungen zu der Verordnung (EWG) Nr. 729/70 des Rates bezüglich des Rechnungsabschlussverfahrens des EAGFL, Abteilung «Garantie», insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 26. März 1998 über die Finanzkontrolle der von den Strukturfonds mitfinanzierten Maßnahmen, und des am 7. September 1998 zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft einerseits und dem Interföderalen Kollegium der Finanzinspektion andererseits für die Durchführung eines Auftrags zum Audit der Verwaltungs- und Kontrollsysteme der von den Europäischen Strukturfonds kofinanzierten Programme abgeschlossenen Verwaltungsvertrags;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2000 über den EAGFL, Abteilung «Garantie», Zulassung einer Zahlungseinrichtung und Bezeichnung einer Einrichtung zur Zertifizierung des Jahresabschlusses, und des Verwaltungsvertrags vom 7. Dezember 2000 zwischen der Wallonischen Regierung und dem Kollegium der Finanzinspektion zur Durchführung eines Auftrags zur Zertifizierung der Ausgabenrechnungen des EAGFL, Abteilung «Garantie», für die Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung;

Aufgrund des am 23. Januar 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Januar 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 23. Januar 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 1. Februar 2002 aufgestellten Protokolls Nr. 344 des Sektorenausschusses XVI;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region bestimmte Mitglieder ihres Personals zur Verfügung der Finanzinspektion stellen muss, um ihren Verpflichtungen gegenüber dem Interföderalen Kollegium der Finanzinspektion für die Finanzkontrolle der von den Strukturfonds mitfinanzierten Maßnahmen und für die Zertifizierung der Bücher der Einrichtung zur Zahlung der Beteiligungen des EAGFL, Abteilung «Garantie», nachzukommen;

In der Erwägung, dass diese Bereitstellung von Personal auf einer vorschriftsmäßigen Grundlage zu erfolgen hat, und dass das jetzt amtierende Personal bestätigt und stabilisiert werden soll, um die termingerechte Durchführung der für das Ausstellen der in Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 2064/97 und Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 1663/95 erwähnten Erklärungen unabdingbaren Auditarbeiten zu ermöglichen; dass diese Erklärungen unbedingt zwischen dem 30. Juni 2002 und dem 31. März 2003, was den Zeitraum 1994-1999 der Strukturfonds betrifft, und am 10. Februar eines jeden Jahres, was den EAGFL Garantie betrifft, zu erfolgen haben;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten,

Beschließt:

Artikel 1 - Bei der Regierung wird eine «Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds» genannte Zelle eingerichtet, deren funktionelle Leitung von dem Minister-Präsidenten wahrgenommen wird, und deren zuständige Direktion von dem gemäß den Bestimmungen des Artikels 6 des Verwaltungsvertrags vom 7. September 1998 bezeichneten Finanzinspektor wahrgenommen wird.

Diese Zelle wird für die Dauer des in Artikel 2 erwähnten Auftrags gebildet. Am Ende dieses Auftrags besteht sie nicht weiter.

Art. 2 - Die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds hat zur Aufgabe:

- die Durchführung des Auftrags zum Audit der Verwaltungs- und Kontrollsysteme in Bezug auf die von den Europäischen Strukturfonds mitfinanzierten Programme, so wie in dem mit einem Nachtrag versehenen Verwaltungsvertrag vom 7. September 1998 bestimmt;
- die Durchführung des Auftrags zur Zertifizierung der Ausgabenrechnungen des EAGFL, Abteilung «Garantie», für die Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung, so wie in dem mit einem Nachtrag versehenen Verwaltungsvertrag vom 7. September 1998 bestimmt;
- die anderen Aufträge, die im Einvernehmen zwischen der Regierung und dem Korpschef des Interföderalen Kollegiums der Finanzinspektion vereinbart worden sind.

Art. 3 - § 1. Das Personal der Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Strukturfonds besteht aus:

- a) zwei Finanzinspektoren; der eine für eine ganztägige Beschäftigung, der andere für eine Teilzeitbeschäftigung;
- b) vier Bediensteten der Stufe 1 und einem Bediensteten der Stufe 2+, die durch die Regierung auf Vorschlag des Minister-Präsidenten und im Einvernehmen mit dem in Artikel 1 erwähnten Finanzinspektor bezeichnet werden;
- c) einem Bediensteten der Stufe 1, der durch die Französische Gemeinschaft im Einvernehmen mit dem in Artikel 1 erwähnten Finanzinspektor bezeichnet wird.

§ 2. Die Gehälter der in § 1 erwähnten Finanzinspektoren bleiben zu Lasten des Interföderalen Kollegiums der Finanzinspektion.

Die Gehälter der durch die Wallonische Regierung bezeichneten Bediensteten sind zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

Die Gehälter des durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft bezeichneten Bediensteten sind zu Lasten des Haushalts der Französischen Gemeinschaft.

Art. 4 - Der für die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds verantwortliche Finanzinspektor wird von dem Minister-Präsidenten und dem Minister des Haushalts unter den Mitgliedern des Interföderalen Kollegiums der Finanzinspektion auf Vorschlag des Korpschefs der Finanzinspektion für die Dauer des in Artikel 2 erwähnten Auftrags bezeichnet.

Art. 5 - § 1. Unbeschadet des Artikels 7 wird den Bediensteten der in Artikel 1 erwähnten Zelle, die dem Personal der Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehören, eine das Gehalt ersetzende Zuwendung gewährt, die in den weiter unten stehenden, auf das Personal der Ministerien anwendbaren Stufen festgesetzt wird:

A6: für das Personal der Stufe 1;

B3: für das Personal der Stufe 2+.

§ 2. Der in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnte Bedienstete der Stufe 2+ bezieht eine Zuwendungszulage, die für das ausführende Personal in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001 vorgesehenen Zuwendungszulage entspricht.

Art. 6 - § 1. Wenn das in Artikel 3, § 1, unter *b* und *c*, erwähnte Personal schon die Eigenschaft als Bediensteter der Dienststellen der Regierung besitzt, wird es für die Dauer seiner Bezeichnung von seiner Dienststelle entsandt.

§ 2. Das Gehalt sowie die Mahlzeitschecks der Beamten und der Vertragsbediensteten, die von den Dienststellen der Regierung entsandt werden, bleiben zu Lasten von Letzteren. Die Vertragsbediensteten der Dienststellen der Regierung behalten, so wie es für die statutarischen Personalmitglieder der Fall ist, ihr Gehalt zuzüglich der in Artikel 7 erwähnten Zuwendungszulage.

Art. 7 - Den in die in Artikel 1 des vorliegenden Dekrets erwähnte Kontrollzelle entsandten Bediensteten wird eine wie festgesetzte Zuwendung gewährt:

§ 1. Die Bediensteten der Stufe 1 beziehen eine jährliche Zuwendung in Höhe der Kabinettszuwendung, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für die Attachés vorgesehen ist.

§ 2. Der Bedienstete der Stufe 2+ bezieht eine jährliche Zuwendung in Höhe der Kabinettszuwendung, die in Artikel 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, für die ausführenden Bediensteten vorgesehen ist.

§ 3. Die Besoldungslage der in Artikel 1 erwähnten Bediensteten der Kontrollzelle, die ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, trotzdem einem Ministerium, einer staatlichen Dienststelle, einer anderen Dienststelle, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten staatlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer im Gesetz vom 27. Juni 1921 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes über institutionelle Reformen vom 8. August 1980 gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechts, oder einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung angehören, wird wie folgt geregelt:

1° wenn der Arbeitgeber mit der Auszahlung des Gehaltes einverstanden ist, bezieht der Betroffene die in Artikel 7 vorgesehene jährliche Zuwendungszulage; wenn der Arbeitgeber das Gehalt zurückfordert, erstattet die Wallonische Region der ursprünglichen Dienststelle das Gehalt des Bediensteten der Kontrollzelle, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zulage und Entschädigung zurück, gemäß den auf die Bediensteten der in Artikel 1 erwähnten Kontrollzelle in ihrer ursprünglichen Dienststelle anwendbaren Bestimmungen berechnet, gegebenenfalls zuzüglich der Arbeitgeberlasten;

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die das Gehalt ersetzende jährliche Zuwendung, zuzüglich der jährlichen Zuwendung, die in Artikel 7 vorgesehen ist, und die aber weder größer noch kleiner sein darf als das Gehalt im weiteren Sinne, zuzüglich der Zuwendung, die der Betroffene beziehen würde, falls die unter 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn anwendbar wären.

Art. 8 - Die Bediensteten der in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Kontrollzelle können keine andere Gehaltsergänzung als die in den Artikeln 5, § 2 und 7, des vorliegenden Erlasses erwähnten Zuwendungen beziehen.

Art. 9 - Vorbehaltlich des Artikels 8 beziehen die in Artikel 3, § 1, unter *b* und *c* erwähnten Bediensteten Kinderzulagen, die Geburtszulage, die Haushalts- oder die Wohnsitzzulage, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche andere Zuwendung in der Höhe und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Art. 10 - § 1. Die Bestimmungen, die für die Mitglieder des Personals der wallonischen Ministerien und Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen sind, die dem Statut der Beamten der Region in Bezug auf mit Dienstfahrten und mit der Benutzung von öffentlichen Verkehrsmitteln verbundene Aufenthaltskosten und Dienstfahrtkosten unterliegen, sind mutatis mutandis auf die Bediensteten der Kontrollzelle anwendbar.

§ 2. Eine jährliche pauschale Vergütung für Aufenthaltskosten kann den in Artikel 3, § 1, unter *b* und *c* des vorliegenden Erlasses erwähnten Bediensteten als Ersatz für die Mahlzeitschecks gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 21, § 3, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Mai 2000 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2001, vorgesehenen Vergütungen festgesetzt; der Betrag der Vergütung entspricht:

a) der Vergütung für einen Attaché, was die in Artikel 3, § 1, unter *b* und *c* erwähnten Bediensteten der Stufe 1 betrifft;

b) der Vergütung für das ausführende Personal, was den in Artikel 3, § 1, unter *b* erwähnten Bediensteten der Stufe 2+ betrifft;

Die Vergütung ist pro Monat und nachträglich zu zahlen und kann prorata temporis gerechnet werden, falls der Bedienstete einer Teilzeitbeschäftigung nachgeht.

Die Vergütung wird nur dann gewährt, wenn die Funktion, mit welcher sie verbunden ist, während mehr als fünf Tagen innerhalb eines Monats ausgeübt wird.

Die Vergütung wird während der Abwesenheitszeiten, die fünf Tage innerhalb eines Monats nicht übersteigen, aufrechterhalten.

Wenn die Vergütung nicht für einen ganzen Monat zu zahlen ist, wird sie prorata temporis auf der Grundlage von 1/30. des monatlichen Betrags pro Tag ausgezahlt.

Art. 11 - Die in den Artikeln 5 und 7 erwähnten Vergütungen werden monatlich und nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung entspricht 1/12. des jährlichen Betrags. Wenn die monatliche Vergütung nicht für einen ganzen Monat zu zahlen ist, wird sie in Dreißigsteln gemäß den in dem Besoldungsstatut des Personals der Ministerien vorgesehenen Regeln ausgezahlt.

Art. 12 - § 1. Der Minister-Präsident kann unter den weiter unten erwähnten Bedingungen den Personen, die eine Funktion in der in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten Zelle ausgeübt haben, und die kein berufliches Einkommen, kein Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension beziehen, eine pauschale Ausscheidensvergütung gewähren. Eine Überlebenspension oder das durch ein öffentliches Sozialhilfzentrum gewährte Existenzminimum wird nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

§ 2. Diese pauschale Vergütung enthält:

— bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von drei bis sechs Monaten den Gegenwert von einem Monat der das Gehalt ersetzenden Vergütung;

- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von sechs bis zwölf Monaten den Gegenwert von zwei Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von zwölf bis achtzehn Monaten den Gegenwert von drei Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von achtzehn bis vierundzwanzig Monaten den Gegenwert von vier Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung;
- bei einer ununterbrochenen Tätigkeitsperiode von zwei Jahren und mehr den Gegenwert von fünf Monaten der das Gehalt ersetzenden Vergütung.

§ 3. Die Ausscheidensvergütung wird in Monatsraten ausgezahlt. Die Bedingung zu deren Gewährung ist, dass der Betroffene jeden Monat eine ehrenwörtliche Erklärung einreicht, in welcher versichert wird, dass er während des betroffenen Zeitraums keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat, oder dass er in einem der in § 4 vorgesehenen Verhältnisse steht.

§ 4. In Abweichung von § 1 kann der Minister-Präsident eine pauschale Ausscheidensvergütung den Personen gewähren, die in der in Artikel 1 erwähnten Kontrollzelle tätig gewesen sind, und die entweder Inhaber von ausschließlich einem oder mehreren teilweisen Ämtern in einer Dienststelle, die einer gesetzgebenden Behörde unterliegt, in einer öffentlichen Dienststelle oder in einer bezuschussten Unterrichtseinrichtung sind, oder die eine oder mehrere Pensionen zu Lasten der Staatskasse beziehen, die sich auf eine oder mehrere unvollständige Karrieren beziehen, oder aber Arbeitslosengeld, gesetzliche Entschädigungen bei Krankheit, Invalidität oder Mutterschaft beziehen.

Die Ausscheidensvergütung wird dann gemäß § 2 festgesetzt und wird, nach Gewichtung, um die Gesamtsumme reduziert, die dem Betroffenen für den entsprechenden Zeitraum als Entgelt für eine unvollständige Funktion oder als Pension zusteht, je nachdem der Betrag der pauschalen Ausscheidensvergütung sich auf das Ausüben einer ganztägigen Beschäftigung oder einer Teilzeitbeschäftigung bezieht, und auf jeden Fall um die mit dem Arbeitslosengeld, mit den gesetzlichen Entschädigungen bei Krankheit, Invalidität oder Mutterschaft verbundenen Einkünfte.

§ 5. Die in § 2 des Artikels 5 erwähnte Zuwendungszulage und die in den Artikeln 7, 9 und 10 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen sowie die Einkünfte, die gemäß den Bestimmungen des Einkommensteuergesetzbuches für 1992 nicht bei der Festsetzung der Unterhaltsberechtigten zu berücksichtigen sind, werden bei der Festsetzung der pauschalen Ausscheidensvergütung nicht berücksichtigt. Die Personen, die aus eigenem Antrieb ihre Tätigkeit einstellen, beziehen keine Ausscheidensvergütung.

Art. 13 - Der für die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds verantwortliche Finanzinspektor wird bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 07 des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit den Vergütungen und Zuwendungen, die dem in Artikel 3, § 1, unter *b* und *c* erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist.

Art. 14 - Die Inhaber der nachstehenden Ämter werden bevollmächtigt, um jegliche Ausgabe bis zu den ihnen gegenüber stehenden Beträgen einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendung 12.06.07 des Titels 1 des Programms 07 des Organisationsbereichs 10 und auf die Basiszuwendung 74.07.07 des Titels 2 des Programms 07 des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist:

- Sekretär der Regierung: 31.000 Euro;
- für die Zelle verantwortlicher Inspektor: 5.000 Euro.

Art. 15 - § 1. Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten (SEPAC) wird mit der administrativen Unterstützung in Bezug auf das Personal der Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds und mit der Verwaltung der dem in Artikel 3, § 1, unter *b* und *c* erwähnten Personal gewährten Gehälter, Vergütungen und Zuwendungen beauftragt.

§ 2. Der für die SEPAC verantwortliche Berater wird bevollmächtigt, um jegliche von dem ersten Anweisungsbefugten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 07 des Organisationsbereichs 10 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region anrechenbar ist, und die mit dem Gehalt, den Vergütungen und den Zuwendungen, die dem in Artikel 3, § 1, unter *b* und *c* erwähnten Personal gewährt werden, verbunden ist.

Art. 16 - Die weiter oben stehenden Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten seine Befugnis, alle in dem vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen, entzogen wird.

Art. 17 - Der Minister-Präsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 18 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam.

Namur, den 8. Februar 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

**8 FEBRUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Fondsen**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;
Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 april 1998 tot organisatie van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2064/97 van de Commissie van 15 oktober 1997 betreffende de financiële controle door de lidstaten op de verrichtingen die door de Structuurfondsen medegefinancierd worden, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 438/2001 van de Commissie van 2 maart 2001 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1260/1999 van de Raad met betrekking tot de beheers- en controlesystemen voor uit de structuurfondsen toegekende bijstand, inzonderheid op de artikelen 10 t.e.m. 17;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1663/95 van de Commissie van 7 juli 1995 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 729/70 (vervangen door Verordening (EG) nr. 1258/1999) aangaande de procedure inzake de goedkeuring van de rekeningen van het EOGFL, afdeling Garantie, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 26 maart 1998 betreffende de financiële controle van de verrichtingen die medegefinancierd worden door de Structuurfondsen en de bestuursovereenkomst die op 7 september 1998 afgesloten is tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap, enerzijds, en het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën, anderzijds, voor de uitvoering van een auditopdracht betreffende de beheers- en controlesystemen van de programma's die medegefinancierd worden door de Europese Structuurfondsen;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 14 september 2000 betreffende het EOGFL, afdeling « Garantie », erkenning van een betaalorganisme en aanwijzing van een organisme voor certificering van de jaarrekeningen, en de bestuursovereenkomst van 7 december 2000 tussen de Waalse Regering en het Korps van de Inspectie van Financiën voor de uitvoering van een certificeringsopdracht betreffende de uitgavenrekeningen van het EOGFL, afdeling « Garantie », voor de acties betreffende de plattelandontwikkeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 januari 2002;

Gelet de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 januari 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 23 januari 2002;

Gelet op het protocol nr. 344 van het Sectorcomité XVI, opgesteld op 1 februari 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Waalse Regering om haar verplichtingen na te leven tegenover het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën voor de financiële controle over de verrichtingen die medegefinancierd worden door de Structuurfondsen en voor de certificering van de rekeningen van het organisme dat de bijstand van het EOGFL, afdeling « Garantie », betaalt, sommige leden van haar personeel ter beschikking van de Inspectie van Financiën moet stellen;

Overwegende dat er een regelgevende grondslag verleend dient te worden aan bedoelde terbeschikkingstelling van het personeel en dat het huidige personeel bevestigd dient te worden met het oog op de verwezenlijking binnen de voorgeschreven termijn van de auditwerkzaamheden die onontbeerlijk zijn voor de uitgifte van de verklaringen bedoeld in de artikelen 8 van de Verordening (EG) nr. 2046/97 en 3 van de Verordening (EG) nr. 1663/95; dat bedoelde verklaringen onvoorwaardelijk afgeleverd dienen te worden tussen 30 juni 2002 en 31 maart 2003 voor wat betreft het tijdsbestek 1994-1999 van de Structuurfondsen, en op 10 februari van elk jaar wat betreft EOGFL-Garantie;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt bij de Regering een cel opgericht hierna genaamd « Auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Structuurfondsen », waarvan het administratief beheer verzorgd wordt door de Minister-President, en waarvan de functionele leiding ligt bij de Inspecteur van Financiën aangesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de beheersovereenkomst van 7 september 1998.

Bedoelde cel wordt opgericht voor de duur van de opdracht bedoeld in artikel 2 en houdt op te bestaan op het einde van bedoelde opdracht.

Art. 2. De Auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Structuurfondsen heeft de volgende opdrachten :

- de uitvoering van de auditopdracht betreffende de beheers- en controlesystemen van de programma's die medegefinancierd worden door de Europese Structuurfondsen, zoals omschreven in de bestuursovereenkomst van 7 september 1998, zoals geamendeerd;
- de uitvoering van de certificeringsopdracht betreffende de uitgavenrekeningen van het EOGFL, afdeling « Garantie », voor de acties inzake plattelandontwikkeling zoals omschreven in de bestuursovereenkomst van 7 december 2000, zoals geamendeerd;
- de andere opdrachten, die in onderling overleg overeengekomen zijn door de Regering en het Hoofd van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën.

Art. 3. § 1. Het personeel van de Auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Structuurfondsen is samengesteld uit :

a) twee Inspecteurs van Financiën, waarvan één voltijds en één deeltijds;

b) vier personeelsleden van niveau 1 en een personeelslid van niveau 2+, aangesteld

door de Regering op de voordracht van de Minister-President, in overleg met de Inspecteur van Financiën bedoeld in artikel 1;

c) een personeelslid van niveau 1 aangesteld door de Franse Gemeenschap in overleg met de Inspecteur van Financiën bedoeld in artikel 1.

§ 2. De wedden van de Inspecteurs van Financiën bedoeld in § 1 blijven ten laste van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën.

De wedden van de personeelsleden aangesteld door de Waalse Regering gaan ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

De wedden van het personeelslid aangesteld door de Regering van de Franse Gemeenschap gaat ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 4. De Inspecteur van Financiën die verantwoordelijk is voor de Auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Structuurfondsen wordt aangesteld uit de leden van het interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën door de Minister-President en de Minister van Begroting op de voordracht van het Hoofd van het Korps van de Inspectie van Financiën voor de duur van de opdracht bedoeld in artikel 2.

Art. 5. § 1. Onverminderd artikel 7 wordt er aan de personeelsleden van de cel bedoeld in artikel 1 die niet deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Waalse Regering of, meer in het algemeen, van de overheidsdiensten een toelage toegekend die in de plaats komt van de wedde vastgesteld in de hiernavermelde loonschalen die van toepassing zijn op het personeel van de Ministeries :

A 6 : voor het personeel van niveau 1;

B 3 : voor het personeel van niveau 2+.

§ 2. Het personeelslid van niveau 2+ bedoeld in § 1 van dit artikel geniet een bijkomende toelage die gelijkwaardig is aan de bijkomende toelage voorzien voor het uitvoerende personeel bij artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001.

Art. 6. § 1. Indien het personeel bedoeld in artikel 3, § 1, litterae *b* en *c*, reeds de hoedanigheid van lid van de diensten van de Regering bezit, wordt het gedetacheerd uit zijn dienst voor de duur van de aanstelling.

§ 2. De bezoldiging evenals de maaltijdcheques van de ambtenaren en de contractuele personeelsleden die gedetacheerd zijn uit de diensten van de Regering blijven te hunner laste. De contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering behouden op dezelfde manier als de statutaire personeelsleden hun bezoldiging vermeerderd met de toelage bedoeld in artikel 7.

Art. 7. Er wordt aan de personeelsleden die gedetacheerd worden bij de Auditcel bedoeld in artikel 1 van dit besluit een toelage toegekend die als volgt is vastgesteld :

§ 1. De personeelsleden van niveau 1 genieten een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor de attachés bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001.

§ 2. Het personeelslid van niveau 2+ geniet een jaarlijkse toelage die gelijkwaardig is aan de kabinetstoelage voorzien voor de uitvoerende personeelsleden bij artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001.

§ 3. De geldelijke toestand van de personeelsleden van de Auditcel bedoeld in artikel 1 die zonder deel uit te maken van de diensten van de Regering toch werken bij een ministerie, een rijksdienst, een andere overheidsdienst, een openbare onderneming bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een openbare instelling, een instelling van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt als volgt geregeld :

1° indien de werkgever ermee instemt om de wedde verder uit te betalen, krijgt de betrokken persoon de jaarlijkse toelage voorzien bij artikel 7; indien de werkgever de wedde opeist, betaalt het Waalse Gewest aan de oorspronkelijke dienst de verloning van het personeelslid van de Auditcel, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding terug die berekend worden overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de Auditcel bedoeld in artikel 1 in de instelling waar ze oorspronkelijk werkten, eventueel vermeerderd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, krijgt de betrokken persoon de jaarlijkse toelage die in de plaats komt van de wedde, vermeerderd met de bijkomende toelage voorzien bij artikel 7. Bedoelde toelage mag evenwel noch meer noch minder bedragen dan de verloning in ruime zin, vermeerderd met de toelage die de betrokken persoon zou krijgen indien de bepalingen onder 1° van toepassing op hem zouden zijn.

Art. 8. De personeelsleden van de Auditcel bedoeld in artikel 1 mogen geen enkele andere bijkomende vorm van vergoeding genieten behalve de toelagen bedoeld in de artikelen 5, § 2, en 7 van dit besluit.

Art. 9. Onverminderd artikel 8 genieten de personeelsleden bedoeld in artikel 3, § 1, litterae *b* en *c*, kindergeld, geboortepremie, haard- of standplaatstoelage, vakantiegeld, eindejaarstoelage of elke andere toelage tegen het bedrag en de voorwaarden voorzien voor het personeel van de diensten van de Regering.

Art. 10. § 1. De bepalingen die voorzien zijn voor de leden van het personeel van de Waalse ministeries en openbare instellingen en op wie het statuut van de ambtenaren van het Gewest van toepassing is voor wat betreft verblijf- en rondreiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen uit dienstoverwegingen en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn mutatis mutandis van toepassing op de personeelsleden van de Auditcel.

§ 2. Er kan een jaarlijkse forfaitaire vergoeding voor verblijfskosten toegekend worden aan de personeelsleden bedoeld in artikel 3, § 1, litterae *b* en *c* van dit besluit ter vervanging van de maaltijdcheques.

Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald in verwijzing naar de vergoedingen voorzien bij artikel 21, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 26 mei 2000 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Waalse Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2001; het bedrag van de vergoeding is gelijkwaardig :

a) aan de vergoeding van attaché voor de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 3, § 1, litterae *b* en *c*;

b) aan de vergoeding van uitvoerend personeelslid voor de personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 3, § 1, litterae *b* en *c*.

De vergoeding is maandelijks op het einde van de maand verschuldigd en er kan een prorata ingevoerd worden in geval van deeltijdse arbeidsprestaties.

De vergoeding wordt enkel toegekend indien de functie waaraan ze verbonden is, in de loop van de maand wordt uitgeoefend tijdens meer dan vijf dagen.

De vergoeding blijft behouden tijdens de afwezigheden die in de loop van één en dezelfde maand een duur van vijf dagen niet overschrijden.

Indien de vergoeding niet verschuldigd is voor een gehele maand, wordt ze prorata temporis uitbetaald à één dertigste van het maandbedrag per dag.

Art. 11. De toelagen bedoeld in de artikelen 5 en 7, worden maandelijks op het einde van de maand betaald. De maandelijkse toelage is gelijk aan één twaalfde van het jaarlijks bedrag. Indien de maandelijkse toelage niet geheel verschuldigd is, wordt ze in dertigsten betaald, overeenkomstig met de regel bedoeld in het geldelijk statuut van het personeel van de ministeries.

Art. 12. § 1. De Minister-President kan tegen de voorwaarden hiernavermeld, een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die een functie bekleed hebben in de Cel bedoeld in artikel 1 van dit besluit en die geen beroeps- of vervangingsinkomens, noch een rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het bestaansminimum toegekend door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn worden niet beschouwd als vervangingsinkomen.

§ 2. Bedoelde forfaitaire toelage houdt het volgende in :

- één maand toelage die in de plaats komt van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes maanden;
- twee maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van zes maanden tot één jaar;
- drie maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van één jaar tot achttien maanden;
- vier maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van achttien maanden tot twee jaar;
- maximum vijf maanden toelage die in de plaats komen van de wedde voor een ononderbroken activiteitsperiode van twee jaar en meer.

§ 3. De vertrektoelage wordt bij maandelijkse bedragen toegekend. De voorwaarde voor toekenning ervan is dat betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij tijdens de betrokken periode geen beroepsbedrijvigheid heeft uitgeoefend of dat hij na tegeldemaking van zijn rechten één van de voorwaarden voorzien in § 4 vervult.

§ 4. In afwijking van § 1 kan de Minister-President een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die functies vervuld hebben in de Cel bedoeld in artikel 1 van dit besluit en die ofwel uitsluitend houder zijn van één of meerdere deeltijdse functies in een dienst die onder de decreetgevende macht ressorteert of in een instelling van het gesubsidieerd onderwijs of van één of meerdere pensioenen ten laste van de Schatkist en die verband houden met één of meerdere onvolledige loopbanen, ofwel werkloosheidsuitkering, wettelijke ziekteverzekeringsuitkeringen of moederschapsuitkeringen genieten.

De vertrektoelage wordt dan vastgesteld overeenkomstig § 2 en wordt na afweging verminderd met het totaalbedrag dat aan betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode ter vergoeding van onvolledige functies of als pensioen al naar gelang het bedrag van de forfaitaire vertrektoelage verband houdt met de uitoefening van een voltijdse of deeltijdse prestatie en in elk geval met de inkomsten die voortvloeien uit werkloosheidsuitkering, wettelijke ziekteverzekeringsuitkeringen of moederschapsuitkeringen.

§ 5. De bijkomende toelage bedoeld in artikel 5, § 2, en de toelagen en vergoedingen voorzien in de artikelen 7, 9 en 10 evenals de inkomsten die volgens de bepalingen van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992 niet in aanmerking komen voor de bepaling van het aantal personen ten laste, worden niet in overweging genomen voor de bepaling van de forfaitaire vertrektoelage. Er is geen enkele vertrektoelage verschuldigd aan de personen die uit eigen wil hun ambt neerleggen.

Art. 13. Er wordt delegatie verleend aan de Inspecteur van Financiën van de Auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Structuurfondsen om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van programma 07 van organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden en vergoedingen van het personeel bedoeld in artikel 3, § 1, litterae b en c van dit besluit.

Art. 14. Er wordt delegatie verleend aan de volgende ambthouders ten belope van de bedragen die daarnaast zijn afgedrukt, om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die aangerekend kan worden op basisallocatie 12.06.07 van titel 1 van programma 07 van organisatieafdeling 10 en op basisallocatie 74.07.07 van titel 2 van programma 07 van organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest :

- | | |
|---|--------------|
| — secretaris van de Regering : | 31.000 euro; |
| — Inspecteur van Financiën verantwoordelijk voor de cel : | 5.000 euro. |

Art. 15. § 1. De vaste hulpdienst voor de administratieve en geldelijke aangelegenheden van de ministeriële kabinetten is belast met de administratieve bijstand in personeelszaken voor het Commissariaat en met afhandeling van de wedden, vergoedingen en toelagen die worden toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 3, § 1, litterae b en c.

§ 2. Er wordt delegatie verleend aan de adviseur die verantwoordelijk is voor de vaste hulpdienst om elke uitgave te ordonnanceren die vastgelegd is door de eerste of afgevaardigde ordonnateur en die aangerekend kan worden op basisallocatie 11.01 van titel 1 van programma 07 van organisatieafdeling 10 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en die betrekking heeft op de wedden, vergoedingen en toelagen die toegekend worden aan het personeel bedoeld in artikel 3, § 1, litterae b en c.

Art. 16. Voorvermelde bepalingen hebben niet tot gevolg de ontheffing van de eerste ordonnateur uit zijn macht om alle uitgaven bedoeld in dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 17. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 18. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002.

Namen, 8 februari 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE